

Le candidat antiesclavagiste à la présidentielle de 2019 reste en détention

Mauritanie Le dossier de Biram Dah Abeid est bloqué artificiellement depuis le 7 août. Les Mauritaniens éliront leur Président début 2019.

Invité récemment à Bruxelles par le groupe socialiste du Parlement européen, Ahmed Hamdi, cofondateur de l'Ira (Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste en Mauritanie, principal mouvement pour l'abolition de l'esclavage dans ce pays), a expliqué à *La Libre Belgique* les craintes de l'opinion anti-esclavagiste quant au sort de Biram Dah Abeid, 53 ans, candidat à la présidence en 2019. La République islamique de Mauritanie est le pays qui compte le plus grand nombre d'esclaves au monde; elle maintient un apartheid de fait.

Biram Dah Abeid, fils d'un affranchi, est un avocat couronné de nombreux prix internationaux dont, en 2013, du prestigieux prix des Droits de l'homme de l'Onu (comme Mandela) pour sa lutte contre l'esclavage. Les élections législatives, régionales et municipales du 1^{er} septembre 2018 ont été affectées par sa quatrième incarcération (en sept ans) puisqu'il a été emprisonné depuis août, ce qui l'a empêché de participer à la campagne électorale.

Élu député quand même

Bien que le gouvernement du président Mohamed Ould Abdel Aziz assure lutter contre l'esclavage et ait adopté des lois en ce sens, il refuse depuis 2010 de reconnaître l'Ira (qui avait pourtant réuni toutes les obligations légales nécessaires) et n'applique ces lois qu'au compte-gouttes, et principalement contre des non-Mauritaniens. L'Ira a donc fusionné avec un parti reconnu, le Sawab, pour se présenter aux scrutins du 1^{er} septembre.

Sawab est ainsi passé de un à trois députés: le président originel du parti, Abdeselami Horne; le président de l'Ira, Biram Dah Abeid, et son vice-président, Coumba Daba Kane. Le parti a également gagné deux conseillers régionaux (il y a 15 régions, dont 3 à Nouakchott), tous deux issus de l'Ira, et six élus municipaux dans quatre communes de l'intérieur du pays, tous les six issus de l'Ira. Les conseils régionaux ont été créés après la suppression du Sénat par le président Aziz, en 2017.

Sawab est un parti peu connu jusqu'ici. Or, s'il ne récolte pas 1 % des voix à l'élection, la loi dit qu'il n'est plus reconnu. Sawab a récolté 8 % des voix cette fois, après avoir négocié un programme commun avec l'Ira, dont l'appui à Biram Dah Abeid à

la présidentielle du printemps 2019.

L'empêcher de se présenter

Le pouvoir veut-il empêcher ce dernier de se présenter à l'élection en le maintenant en détention? C'est la crainte de l'Ira, qui juge suspecte l'accusation portée pour obtenir son arrestation.

Selon le mouvement anti-esclavagiste, son président avait accordé une interview à un journaliste qui se présentait au nom de médias où l'interview n'a pas paru; en revanche, des morceaux de celle-ci sont apparus sur les réseaux sociaux, sous forme d'une vidéo où ces extraits étaient montés avec des interventions anciennes. "Biram l'a appelé pour lui dire que ce n'était pas sérieux. Des militants de l'Ira l'ont accusé sur les réseaux sociaux de travailler pour l'État. Alors le journaliste a accusé Biram de harcèlement et Biram a été arrêté avec une autre personne de l'Ira. Depuis le 7 août, le dossier est bloqué chez le juge d'instruction, rien n'a avancé et Biram reste en prison. Nous craignons que les autorités essaient d'empêcher sa participation à la présidentielle", indique Ahmed Hamdi.

Marie-France Cros